



CHAPITRE 75

Loi modifiant la charte de la cité de Hull
et concernant La commission des écoles
catholiques de Hull

[Sanctionnée le 31 janvier 1957]

Préam-
bule.

ATTENDU que la cité de Hull a, par sa pétition, représenté qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires et dans l'intérêt de la cité, que sa charte, la loi 56 Victoria, chapitre 52, et les lois qui la modifient, soient de nouveau modifiées; et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1893,
c. 52,
a. 23a,
remp.

1. L'article 23a de la loi 56 Victoria, chapitre 52, édicté par l'article 5 de la loi 2 Édouard VII, chapitre 52, remplacé par l'article 3 de la loi 3 George V, chapitre 56, et par l'article 2 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 73, est de nouveau remplacé par le suivant:

Nomina-
tion des
candidats.

"23a. La mise en nomination de tout candidat à la charge d'échevin devra spécifier le numéro du siège d'échevin auquel il se présente et devra être accompagnée, ainsi que la mise en nomination pour le maire, d'une déclaration sous serment de tel candidat ou d'un électeur municipal ayant dûment qualité pour voter à telle élection, certifiant que ledit candidat ainsi mis en nomination possède toutes les qualités requises par la loi, le rendant éligible à telle charge de maire

Déclara-
tion.

CHAPTER 75

An Act to amend the charter of the city
of Hull and respecting The Catholic
school commission of Hull

[Assented to, the 31st of January, 1957]

WHEREAS the city of Hull has, by its petition, represented that it is necessary for the good administration of its affairs and in the interest of the city, that its charter, the act 56 Victoria, chapter 52, and its amendments, be again amended; and

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 23a of the act 56 Victoria, chapter 52, enacted by section 5 of the act 2 Edward VII, chapter 52, replaced by section 5 of the act 3 George V, chapter 56, and by section 2 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 73, is again replaced by the following:

1893,
c. 52,
s. 23a,
replaced.

"23a. The nomination of every candidate for the office of alderman shall specify the number of the seat for which the alderman presents himself and shall be accompanied as shall also the mayor's nomination by a sworn declaration of such candidate or of a municipal elector duly qualified to vote at the election attesting that the said candidate so nominated possesses all the qualifications required by law, to render him eligible for the said office of mayor or alderman, and shall in

Nomina-
tion of
candi-
dates.

Declara-
tion.

ou d'échevin, et devra en outre spécifier sur quel immeuble le candidat établit ses qualifications foncières telles que prévues à l'article 14. Cette déclaration devra être accompagnée d'un certificat de l'évaluateur établissant la valeur des biens immobiliers d'après le rôle d'évaluation en dernier lieu homologué sur lesquels le candidat désire se qualifier, ainsi que d'un certificat du registrateur des divisions d'enregistrement de Hull ou de Gatineau, selon le cas émis, dans les dix jours précédant immédiatement le jour de la présentation des candidats, montrant les rentes, hypothèques ou autres charges grevant, à la date du certificat, le ou les immeubles sur lesquels le candidat base son cens d'éligibilité ainsi que les rentes, hypothèques ou autres charges qui ont été radiées au cours des douze mois précédant immédiatement le jour de la présentation des candidats avec la date de leur radiation. Nul ne pourra être mis en nomination pour la charge de maire ou d'échevin s'il ne remplit les conditions fixées par le présent article."

addition specify upon which immovable such candidate bases his real estate qualifications, as provided in section 14. Such declaration shall be accompanied by a certificate from the assessor, establishing the value of the said property according to the valuation roll last homologated on which the candidate wishes to qualify, as well as a certificate of the registrar of the registration divisions of Hull or Gatineau, as the case may be, issued within the ten days immediately preceding the day of the nomination of candidates, showing the rents (*rentes*), hypothecs or other charges which, on the date of the certificate, encumber the immovable or immovables on which the candidate bases his qualification, and the rents (*rentes*), hypothecs or other charges which have been radiated within the twelve months immediately preceding the day of the nomination of candidates, with the date of such radiation. No person shall be nominated for the office of mayor or of alderman unless he complies with the conditions determined in this section.]"

1893,
c. 52,
ss. 25b-
25c, aj.

2. La loi 56 Victoria, chapitre 52 est modifiée, en insérant après l'article 25a, les articles suivants:

2. The act 56 Victoria, chapter 52 is amended, by adding after section 25a, the following sections:

1893,
c. 52,
ss. 25b
25c,
added.

Relevé.

"25b. Le président du bureau de votation ou le sous-officier rapporteur préparera un relevé indiquant le nombre:

- a) des bulletins admis;
- b) des votes donnés en faveur de chaque candidat;
- c) des bulletins rejetés;
- d) des bulletins maculés et remis;

e) des bulletins qui n'ont pas été employés et qu'il renvoie.

Il fera deux copies de ce relevé et remettra l'original dans la boîte du scrutin. Il gardera l'une des copies et remettra l'autre en même temps que la boîte du scrutin au greffier de la cité ou à la personne dûment autorisée à recevoir cette boîte.

"25b. The returning-officer or deputy returning-officer shall prepare a statement showing the number:

- a. of ballot-papers accepted;
- b. of votes cast in favour of each candidate;
- c. of ballot-papers rejected;
- d. of ballot-papers spoiled and set aside;

e. of ballot-papers unused and returned by him.

He shall make two copies of such statement and shall deposit the original in the ballot-box. One copy shall be retained by him and the other delivered together with the ballot-box to the city clerk or person duly authorized to receive such box.

State-
ment.

Tripli-
cate.

Tripli-
cata.

Recomp-
tage.

"25c. S'il y a égalité des votes pour la même charge de maire ou d'échevin, le président de l'élection s'adressera par requête à un juge de la Cour de magistrat, siégeant à Hull dans les quatre jours

"25c. If there is an equal number of votes for the same office of mayor or alderman, the returning-officer shall apply by petition to a judge of the Magistrate's Court sitting at Hull, within

Recount.

suivant celui de l'élection, pour demander le recomptage des suffrages. Après ce recomptage, s'il y a encore égalité des votes, l'officier rapporteur décidera immédiatement, par une déclaration écrite, lequel parmi ceux qui ont le même nombre de votes sera considéré élu à ladite charge.

Frais. Les frais de recomptage seront à la charge de la cité."

1893,
c. 52,
a. 32,
remp.

3. L'article 32 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, modifié par l'article 4 de la loi 61 Victoria, chapitre 56, par l'article 1 de la loi 1 Édouard VII, chapitre 45, remplacé par l'article 2 de la loi 4 Édouard VII, chapitre 56, modifié par l'article 7 de la loi 15 George V, chapitre 96, remplacé par l'article 12 de la loi 14 George VI, chapitre 88, remplacé par l'article 3 de la loi 15-16 George VI, chapitre 71, et remplacé par l'article 10 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 68, est de nouveau remplacé par le suivant :

Électeurs: "32. Les personnes suivantes, âgées de vingt et un ans révolus, sujets canadiens, et qui ne sont frappées d'aucune incapacité légale, ni autrement privées de leur droit de vote, en vertu de la présente charte, sont électeurs et sont inscrites sur les listes des électeurs, savoir :

Propriétaires; 1° Toute personne propriétaire d'immeuble dans la cité et dont le nom est inscrit sur le rôle d'évaluation en dernier lieu homologué;

Locataires, etc.; 2° Toute personne inscrite sur le rôle d'évaluation en dernier lieu homologué comme tenant feu et lieu dans la cité et ayant payé à la cité la taxe imposée par règlement, pourvu que le montant à être payé par elle, l'ait été le ou avant le premier février précédant l'élection;

Employés de la cité; 3° Nonobstant toutes dispositions législatives inconciliables les officiers ou employés permanents de la cité ont droit de vote aux élections municipales;

Conjoint de propriétaire. 4° Est aussi électeur, tout conjoint d'un propriétaire inscrit comme tel au rôle d'évaluation."

1893,
c. 52,
a. 80b,
remp.

4. L'article 80b de la loi 56 Victoria, chapitre 52, édicté par l'article 15 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 68, remplacé

the four days following such election, asking for a recount of the votes. After such recount, if there is still an equal number of votes, the returning-officer shall at once decide, by a written declaration, which one of those having the same number of votes shall be deemed elected to the said office.

The costs of the recount shall be paid by the city."

3. Section 32 of the act 56 Victoria, chapter 52, amended by section 4 of the act 61 Victoria, chapter 56, section 1 of the act 1 Edward VII, chapter 45, replaced by section 2 of the act 4 Edward VII, chapter 56, amended by section 7 of the act 15 George V, chapter 96, replaced by section 12 of the act 14 George VI, chapter 88, replaced by section 3 of the act 15-16 George VI, chapter 71, and replaced by section 10 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 68, is again replaced by the following:

"32. The following persons, if of full age of twenty-one years, Canadian citizens and not legally disqualified nor otherwise deprived of their right to vote in virtue of this charter, shall be electors, and shall be entered on the electoral lists, to wit:

1. Every person owner of an immovable in the city and whose name is entered on the last homologated valuation roll;

2. Every person whose name is entered on the last homologated valuation roll as a resident householder in the city and having paid to the city the tax imposed by by-law provided the amount to be paid by such person, has been paid on or before the first of February preceding the election;

3. Notwithstanding any inconsistent legislative provisions permanent officers and employees of the city have a right to vote at municipal elections;

4. Every spouse of a property-owner entered as such on the valuation roll shall also be an elector."

4. Section 80b of the act 56 Victoria, chapter 52, enacted by section 15 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 68, replaced

par l'article 3 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 55, et par l'article 9 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 73, est abrogé et remplacé par le suivant:

Amendements.

"**80b.** Les règlements 596 et 597 de la cité, concernant la construction et le zonage, pourront jusqu'au premier juillet 1957, être amendés par règlements du conseil adoptés par les deux tiers de ses membres, et auront leur effet dès leur approbation par le ministre des affaires municipales et sans autre formalité. A partir du premier juillet 1957, les amendements audits règlements seront soumis aux formalités de l'article 426 de la Loi des cités et villes."

1893,
c. 52,
a. 100,
remp.
Copies
de docu-
ments.

5. L'article 100 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, est remplacé par le suivant:

"**100.** Le greffier de la cité délivrera à toute personne qui en fera la demande, sur paiement des honoraires fixés par le conseil, copie de tout document qui sera en sa possession ou sous sa garde, ou qui sera dans les archives de son bureau.

Preuve,
etc.

Chaque copie par lui dûment certifiée vraie fera preuve de son contenu à sa face; et il permettra l'examen de tous ces documents, aux heures de bureau établies par le conseil, à toute personne intéressée."

1893,
c. 52,
a. 181a,
aj.

6. La loi 56 Victoria, chapitre 52 est modifiée, en ajoutant après l'article 181, l'article suivant:

Enlève-
ment de
matières
nuisibles.

"**181a.** Pour obliger, dans toute l'étendue de la cité, ou dans le quartier ou les quartiers que le conseil désigne, le propriétaire ou occupant de tout immeuble, ou celui qui les a déposés, de ramasser et enlever les cendres, eaux sales, immondices, déchets, détritiques, fumier, animaux morts, matières fécales et autres matières malsaines ou nuisibles, et d'en disposer; pour pourvoir au ramassage et à l'enlèvement des matières en question et déterminer la manière d'en disposer, dans toute l'étendue de la cité ou dans les endroits de la cité que le conseil désigne, et pour autoriser et surveiller le ramassage et l'enlèvement desdites matières, aux frais de la cité ou dudit propriétaire ou occupant.

by section 3 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 55, and by section 9 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 73, is repealed and replaced by the following:

Amend-
ments.

"**80b.** By-laws 596 and 597 of the city, respecting construction and zoning, may until the first of July, 1957, be amended by by-laws of the council passed by two-thirds of the members and shall take effect as soon as approved by the Minister of Municipal Affairs and without any other formality. From and after the first of July, 1957, the amendments to the said by-laws shall be subject to the formalities of section 426 of the Cities and Towns Act."

5. Section 100 of the act 56 Victoria, chapter 52, is replaced by the following:

1893,
c. 52,
s. 100,
replaced.
Copies
of docu-
ments.

"**100.** The city clerk shall deliver to any person applying for the same, on payment of the fees determined by the council, a copy of any document in his possession or in his custody, or in the archives of his office.

Every copy, by him duly certified to be true, shall be *prima facie* evidence of its contents, and he shall allow all interested parties to examine such documents during the office hours determined by the council."

Evidence,
etc.

6. The act 56 Victoria, chapter 52 is amended, by adding after section 181, the following section:

1893,
c. 52,
s. 181a,
added.

"**181a.** To require, throughout the city, or in such ward or wards as the council may designate, the owner or occupant of any premises, or the person who has deposited the same, to collect, remove and dispose of ashes, swill, offal, refuse, garbage, manure, dead animals, night-soil, and other unhealthy or offensive matter; to provide for the collection, removal and disposal of the same throughout the city or in such places in the city as the council may designate, and to authorize and direct such collection and removal, either at the expense of the city or of such owner or occupant.

Removal
of un-
healthy
matters.

Rembour-
sement
par loca-
taire.

Tout propriétaire ayant payé l'une ou l'autre desdites taxes pourra exiger de son locataire le remboursement de la part des taxes affectant le bâtiment ou la partie du bâtiment loué."

Any proprietor having paid one or the other of the said taxes may recover from his lessee the amount of tax corresponding to the building or the part of the building leased."

Recovery
from
lessee.

1893,
c. 52,
a. 297c,
aj.

7. La loi 56 Victoria, chapitre 52 est modifiée, en ajoutant après l'article 297b, l'article suivant:

7. The act 56 Victoria, chapter 52 is amended, by adding after section 297b, the following section:

1893,
c. 52,
s. 297c,
added.

Commis-
sion de
l'aréna.

"297c. Le conseil peut, par règlement, créer pour l'administration de l'aréna de Hull, une commission dite "commission de l'aréna", composée d'un membre du conseil et de quatre électeurs propriétaires résidant dans la cité. Les pouvoirs et devoirs de la commission seront définis par règlement du conseil."

"297c. The council may, by by-law, establish for the management of Hull Arena, a commission called the "Arena Commission", composed of a member of the council and of four electors who are property-owners residing in the city. The powers and duties of the commission shall be determined by by-law of the council."

Arena
commis-
sion.

1893,
c. 52,
a. 325a,
aj.

8. La loi 56 Victoria, chapitre 52 est modifiée, en ajoutant après l'article 325, l'article suivant:

8. The act 56 Victoria, chapter 52 is amended, by adding after section 325, the following section:

1893,
c. 52,
s. 325a,
added.

Experts
adjoints
à l'éva-
luateur.

"325a. Le conseil pourra, par résolution, adjoindre des experts à l'évaluateur en vue de conseiller et d'aider ce dernier à établir, par les meilleures méthodes possibles, la valeur réelle des biens imposables de la cité ou de certaines catégories d'iceux."

"325a. The council may, by resolution, provide the appraiser with experts with a view of counselling and helping him to establish, by the best possible methods, the real value of the taxable property of the city or of certain categories of such property."

Expert
provided
to ap-
praiser.

1893,
c. 52,
a. 332b,
aj.

9. La loi 56 Victoria, chapitre 52 est modifiée, en ajoutant après l'article 332a, l'article suivant:

9. The act 56 Victoria, chapter 52 is amended, by adding after section 332a, the following section:

1893,
c. 52,
s. 332b,
added.

Quorum,
etc.

"332b. Le quorum du bureau de revision sera de trois. Au cas d'incapacité d'agir pour cause de maladie ou autrement, de l'un ou de plusieurs des membres du bureau, le conseil devra nommer un remplaçant à chacun des membres ainsi incapable d'agir, et tel remplaçant finira le terme de son prédécesseur."

"332b. The quorum of the board of revision shall be three. In case of inability to act through illness or otherwise of one or more of the members of the board, the council shall appoint a person to replace each of the members so unable to act, and such person shall complete the term of his predecessor."

Quorum,
etc.

1893,
c. 52,
aa. 333a-
333j, aj.

10. L'article 333 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, tel que modifié par 1 Édouard VII, chapitre 45, article 14; par 4 Édouard VII, chapitre 56, article 11; par 5 George V, chapitre 92, article 16, est abrogé et remplacé par les suivants:

10. Section 333 of the act 56 Victoria, chapter 52, as amended by 1 Édouard VII, chapter 45, section 14; by 4 Edward VII, chapter 56, section 11; by 5 George V, chapter 92, section 16, is repealed and replaced by the following:

1893,
c. 52,
ss. 333a-
333j,
added.

Remise
des plain-
tes au
secrétaire

"333a. Après les dix jours mentionnés à l'article 332, le greffier de la cité remet les plaintes reçues au secrétaire du

"333a. After the ten days mentioned in section 332, the city clerk shall remit the complaints received to the secretary

Com-
plaints
remitted
to secre-

du bureau.

bureau, ou un rapport qu'il n'a pas été produit de plaintes.

of the board, or a report that no complaint has been produced. ^{tary of board.}

Convocation du bureau.

"333b. Dès la réception de ce rapport, le secrétaire convoque le bureau en assemblée et donne un avis dans un journal français et un journal anglais, du jour et de l'heure où le bureau entendra les personnes qui ont produit les plaintes conformément à la loi.

"333b. Upon the receipt of such report, the secretary shall call a meeting of the board and shall give a notice in a French newspaper and in an English newspaper of the day and hour when the board will hear the persons who have produced complaints according to law. ^{Calling of board.}

Audition des plaintes.

"333c. L'audition des plaintes doit commencer dans les cinq jours de la réception du rapport et procéder de jour en jour dans cette séance qu'il ajourne, autant de fois qu'il est nécessaire, à la revision qu'il y ait des plaintes ou non, et le bureau doit terminer son travail de revision au plus tard douze jours après la séance initiale.

"333c. The hearing of complaints shall begin within five days of the receipt of the report and shall proceed from day to day, at such sitting, which it may adjourn as often as necessary, to revise the roll, whether it be complained of or not and the board shall finish its revision work not later than twelve days after the initial sitting. ^{Hearing of complaints.}

Témoins.

"333d. Les parties ainsi que leurs témoins de même que les témoins de la cité sont entendus après avoir été assermentés par le secrétaire du bureau de revision.

"333d. The parties and their witnesses and the witnesses of the city shall be heard after having been sworn by the secretary of the board of revision. ^{Witnesses.}

Pouvoirs du bureau.

"333e. Le bureau peut, à la suite de l'audition, faire les changements voulus au rôle. Il a plein pouvoir pour maintenir ou modifier l'évaluation et il peut aussi faire tout autre changement qui lui paraît juste, cependant, lorsque le bureau de revision décide de reviser l'évaluation d'une propriété sans qu'une plainte ait été déposée; il doit en donner avis, d'au moins huit jours au propriétaire inscrit au rôle, pour lui permettre de se faire entendre lors de cette revision. Cet avis doit indiquer la date et l'heure de la séance au cours de laquelle le bureau procèdera à cette revision.

"333e. The board, after the hearing, may make the required changes on the roll. It has full power to maintain or change the valuation and may also make any other change deemed equitable, however, when the board of revision decides to revise the valuation of a property without any complaint having been deposited, it shall give notice of at least eight days to the proprietor entered on the roll to enable the latter to be heard at the time of such revision. Such notice shall mention the date and hour of the sitting during which the board shall proceed to such revision. ^{Powers of board.}

Omission.

"333f. S'il y a eu omission de quelque propriété dans le rôle d'évaluation préparé par les estimateurs, le bureau peut ordonner à ces officiers d'évaluer cette propriété et de l'ajouter au rôle.

"333f. If any property be omitted from the valuation roll prepared by the assessors, the board may order such officers to value such property and to add it to the roll. ^{Omission.}

Avis et plainte.

Dans ce cas, le rôle ne peut être homologué qu'après qu'il a été donné un avis spécial de huit jours de cette audition, au propriétaire, lequel peut produire, dans ce délai, sa plainte contre l'évaluation et être entendu devant le bureau dès l'expiration du délai de huit jours.

In such case, the roll cannot be homologated until after a special notice of eight days, in relation to such addition, has been given to the owner, who may, within such delay, file his complaint against the valuation and be heard before the board at the expiration of such delay of eight days. ^{Notice and complaint.}

- Rapport.** “**333g.** Après que le bureau a disposé des plaintes, il dresse un rapport de ses opérations, et le remet au greffier de la cité avec les plaintes et les autres documents qui ont servi à l’audition, pour faire partie des archives du conseil.
- Communi-
cation
au conseil.** “**333h.** Lorsqu’il reçoit ce rapport, le greffier de la cité doit le communiquer immédiatement au conseil qui doit le déclarer clos et homologué; et le rôle ainsi homologué reste en vigueur jusqu’à l’entrée en vigueur du nouveau rôle.
- Effet du
délai.** “**333i.** Le défaut de la part de l’évaluateur ou du bureau ou du conseil d’agir dans le temps prescrit, n’a pas l’effet d’empêcher la confection ou l’homologation du rôle en dehors de ce temps.
- Appel.** “**333j.** Il y a droit d’appel à la Cour du magistrat du district de Hull:
1° De toute décision rendue par le bureau ou le conseil selon le cas, en vertu des articles 332 et 333a à 333i inclusivement dans les trente jours à compter de cette décision, soit que le bureau ou le conseil l’ait rendue de son propre mouvement ou sur plainte ou requête produite en vertu de ces articles;
2° Du refus ou de la négligence du bureau de prendre en considération une plainte écrite, produite en vertu de l’article 332 dans les trente jours qui suivent la séance à laquelle il devait en prendre connaissance.”
- 1893, c.
52, s. 340,
remp. **11.** L’article 340 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, remplacé par l’article 14 de la loi 15 George V, chapitre 96, par l’article 3 de la loi 24 George V, chapitre 92, et par l’article 24 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 73, est de nouveau remplacé par le suivant:
- Vérifica-
teurs.** “**340.** Le conseil devra à l’assemblée du mois de juillet de chaque année, nommer un ou deux vérificateurs qui devra ou devront avant d’agir, prêter le serment suivant, devant le maire, un échevin ou un juge de paix ou le greffier de la cité, savoir: “Je (*nom du vérificateur*), ayant été nommé à la charge de vérificateur de la cité de Hull, jure d’en remplir fidèle-
- Report.** “**333g.** After the board has disposed of the complaints, it shall make a report of its proceedings and remit the same to the city clerk together with the complaints and other documents used for the hearing, to form part of the records of the council.
- Communi-
cation
to council.** “**333h.** When he receives such report, the city clerk shall immediately give communication thereof to the council which shall declare the roll closed and homologated; and the roll so homologated shall remain in force until the coming into force of the new roll.
- Effect of
delay.** “**333i.** The failure of the appraiser or of the board or of the council to act within the time prescribed shall not prevent the completion or homologation of the roll thereafter.
- Appeal.** “**333j.** An appeal shall lie to the Magistrate’s Court of the district of Hull:
1. From any decision of the board or of the council, as the case may be, under sections 332 and 333a to 333i inclusively within thirty days from such decision, whether the board or the council rendered same of its own accord or upon a complaint or petition filed in virtue of such sections;
2. Whenever the board has neglected or refused to take cognizance of any written complaint made in virtue of section 332, within thirty days after the sitting at which it should have taken cognizance thereof.”
- 1893, c.
52, s. 340,
replaced. **11.** Section 340 of the act 56 Victoria, chapter 52, replaced by section 14 of the act 15 George V, chapter 96, by section 3 of the act 24 George V, chapter 92, and by section 24 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 73, is again replaced by the following:
- Auditors.** “**340.** The council shall, at its meeting of the month of July in each year, appoint one or two auditors, who shall, before acting, take the following oath before the mayor, an alderman or a justice of the peace or the clerk of the city: “I (*name of the auditor*), having been appointed to the office of auditor of the city of Hull, do swear to faithfully perform

ment les devoirs, au meilleur de mon jugement et de ma capacité; et je déclare que je n'ai, ni directement, ni indirectement, aucune part ou aucun intérêt quelconque dans aucun contrat avec le conseil de la dite cité de Hull, et que je ne suis pas son employé. Ainsi, Dieu me soit en aide !"

the duties thereof to the best of my judgment and ability, and I declare that I have not, either directly or indirectly, any share or interest whatsoever in any contract with the council of the said city of Hull, and that I am not employed by it. So help me God !"

S.R.,
c. 217,
a. 12,
remp.
pour la
cité, et
1893,
c. 52,
a. 373e,
aj.

Emploi
des som-
mes em-
pruntées.

12. L'article 12 de la Loi des dettes et des emprunts municipaux (Statuts refondus, 1941, chapitre 217) est remplacé, pour la cité, et ajoutant après l'article 373d de la loi 56 Victoria, chapitre 52, l'article suivant:

"**373e.** Les deniers provenant d'un emprunt contracté, par émission d'obligations ou autrement, par toute municipalité constituée en corporation par une loi spéciale ou en vertu d'une loi générale, doivent être exclusivement appliquée aux fins auxquelles ils sont destinés, pourvu toutefois que, s'ils excèdent le montant requis pour ces fins, l'excédant puisse être appliqué à d'autres fins spécifiées dans un règlement subséquent du conseil approuvé de la même manière que le règlement autorisant cet emprunt.

Idem.

Cependant, si l'excédant ne dépasse pas quinze mille dollars, il peut être appliqué à d'autres fins spéciales spécifiées dans un règlement subséquent du conseil, approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, mais sans qu'il soit nécessaire de le soumettre au vote des électeurs propriétaires de biens-fonds."

1893,
c. 52,
a. 396a,
am.

13. L'article 396a de la loi 56 Victoria, chapitre 52, édicté par l'article 12 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 55, et remplacé par l'article 28 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 73, est modifié, en ajoutant après le sous-paragraphe 3°, le sous-paragraphe suivant:

Vente ou
location
autorisée.

"4° La cité est autorisée à vendre ou louer, à des conditions justes et raisonnables, à toute personne, société ou corporation dont les opérations industrielles ou commerciales seront profitables à la cité de Hull et à sa population, une partie de la subdivision officielle numéro 1 du lot 144, quartier un de la cité, acquis de la Canada Cement Company pour fins industrielles."

12. Section 12 of the Municipal Debt and Loan Act (Revised Statutes, 1941 chapter 217) is replaced, for the city, by adding after section 373d of the act 56 Victoria, chapter 52, the following section:

R.S.,
c. 217,
s. 12,
replaced
for city,
and 1893,
c. 52,
s. 373e,
added.

"**373e.** The moneys realized from a loan made, by an issue of debentures or otherwise, by any municipality incorporated by special act or in virtue of a general act shall be applied exclusively to the purposes for which they are intended, provided, however, that if they exceed the amount required for such purposes, the excess may be applied to other purposes specified in a subsequent by-law of the council, approved in the same manner as the by-law authorizing such loan.

Applica-
tion of
moneys
loaned.

However, if the excess be not over fifteen thousand dollars, it may be applied to other special purposes specified in a subsequent by-law of the council, approved by the Lieutenant-Governor in Council, but without it being necessary to be submitted to the vote of the electors who are property-owners."

Idem.

13. Section 396a of the act 56 Victoria, chapter 52, enacted by section 12 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 55, and replaced by section 28 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 73, is amended, by adding after paragraph 3, the following sub-paragraph:

1893,
c. 52,
s. 396a,
am.

"4. The city is authorized to sell or lease, on reasonable and fair conditions to any person, society or corporation, whose industrial or commercial operations will be advantageous to the city of Hull and to its population, a portion of official subdivision number 1 of lot 144, ward one of the city, acquired from Canada Cement Company for industrial purposes."

Sale or
lease au-
thorized.

1893,
c. 52,
a. 401,
rempl.

14. L'article 401 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, tel que modifié par l'article 20 de la loi 4 Édouard VII, chapitre 56, est remplacé par le suivant :

Publica-
tion des
avis.

"401. Quand il est ordonné de donner un avis public, en vertu de quelque disposition de cette loi ou d'un statut concernant la cité, sans prescription quant à la forme ou à la manière dont cet avis doit être publié, tel avis doit, dans ce cas, être donné par une annonce insérée deux fois, au moins, en anglais et en français, dans un journal publié et imprimé dans un rayon de 25 milles de la cité."

1893,
c. 52,
a. 418,
rempl.

15. L'article 418 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, est remplacé par le suivant :

Taxe sur
marchan-
dises, etc.

"418. Pour prélever et percevoir, sur tous fonds de marchandises ou effets tenus par des marchands et des commerçants, exposés en vente sous des voûtes ou hangars, dans des clos ou cours à bois et à charbon, ou dans tout autre endroit quelconque, une taxe n'excédant pas un pour cent sur la valeur moyenne évaluée de tels fonds de marchandises ou effets, en outre de la licence qu'il y aurait à prendre pour exercer le commerce."

1893,
c. 52,
a. 442f,
aj.

16. La loi 56 Victoria, chapitre 52 est modifiée, en ajoutant après l'article 442e, l'article suivant :

Usage de
fiches non
modifiées.

"442f. Lors de la confection d'un nouveau rôle de perception, les fiches ou feuilles mobiles sur lesquelles aucun changement ne sera fait, pourront faire partie du nouveau rôle à la condition que mention en soit faite sur chacune d'elles, sous les initiales du trésorier."

1893,
c. 52,
a. 539e,
aj.

17. La loi 56 Victoria, chapitre 52 est modifiée, en ajoutant après l'article 539d, l'article suivant :

Contrat
déclaré
légal.

"539e. Le contrat concernant la distribution du gaz, passé entre la cité de Hull et la Société Gazifère de Hull, le 28e jour de novembre 1956, devant Me Georges Lessard, notaire public, sous le numéro 4,010 de son répertoire, est par les présentes déclaré valide et légal en ce qui concerne le pouvoir du conseil muni-

14. Section 401 of the act 56 Victoria, chapter 52, as amended by section 20 of the act 4 Edward VII, chapter 56, is replaced by the following :

1893,
c. 52,
s. 401,
replaced.

"401. When a public notice is ordered to be given, under any provision of this act or any statute concerning the city, without prescribing the form or manner in which such notice shall be published, such notice shall, in such case, be given by an advertisement inserted at least twice in English and in French in a newspaper published and printed within a 25 mile radius of the city."

Publica-
tion of
notices.

15. Section 418 of the act 56 Victoria, chapter 52, is replaced by the following :

1893,
c. 52,
s. 418,
replaced.

"418. To levy and collect upon all stocks-in-trade, or goods kept by merchants or traders exposed for sale on shelves, in shops, or kept in vaults or warehouses, in wood or coal yards, or in any other place whatsoever, a tax not exceeding one per cent on the average estimated value of such stock-in-trade or goods, in addition to the license to be taken out for carrying on trade."

Tax on
stocks-in-
trade, etc.

16. The act 56 Victoria, chapter 52 is amended, by adding after section 442e, the following section :

1893,
c. 52,
s. 442f,
added.

"442f. When preparing a new collection roll, the reference cards or loose-leave on which no change is made, may form part of the new roll provided mention thereof be made on each of them under the initials of the treasurer."

Use of
cards not
changed.

17. The act 56 Victoria, chapter 52 is amended, by adding after section 539d, the following section :

1893,
c. 52,
s. 539e,
added.

"539e. The contract respecting the distribution of gas, made between the city of Hull and the Société Gazifère de Hull, on the 28th day of November, 1956, before Georges Lessard, notary public, under number 4,010 of his records, is by these presents declared valid and legal with respect to the power of the municipal

Contract
declared
legal.

cipal de Hull d'accorder la franchise mentionnée audit contrat et ce sur simple résolution sans autre formalité spéciale."

council of Hull to grant the franchise mentioned in the said contract and that, upon mere resolution without any other special formality."]

1893,
c. 52,
a. 548,
aj.

18. La loi 56 Victoria, chapitre 52 est modifiée, en ajoutant après l'article 547, l'article suivant:

18. The act 56 Victoria, chapter 52 is amended, by adding after section 547, the following section:

1893,
c. 52,
s. 548,
added.

Emprunt
autorisé.

"548. Le conseil peut, par règlement qui ne requiert pas d'autres approbations que celles du ministre des affaires municipales, emprunter une somme n'excédant pas deux mille (\$2,000.00) dollars, représentant le coût de construction du pavage sur le boulevard Mousette, entre les rues Binet et Amherst, et imposer, répartir et prélever cette somme ainsi que les intérêts entre les propriétaires riverains."

"548. The council may, by by-law requiring no approval other than that of the Minister of Municipal Affairs, borrow a sum not exceeding two thousand (\$2,000.00) dollars, covering the construction cost of paving on Mousette Boulevard, between Binet and Amherst streets, and impose, apportion and levy such sum as well as the interest among the bordering owners."

Loan au-
thorized.

1893,
c. 52,
a. 549,
aj.

19. La loi 56 Victoria, chapitre 52 est modifiée, en ajoutant après l'article 548, l'article suivant:

19. The act 56 Victoria, chapter 52, is amended by adding, after section 548, the following section:

1893,
c. 52,
s. 549,
added.

Taxes
payables
par The
E. B.
Eddy
Company.

"549. Les taxes qui seront payées par The E. B. Eddy Company, au sujet de ses usines et de ses propriétés industrielles dans la cité de Hull seront les impôts déterminés ci-après, pour une période de cinq ans: année fiscale 1957-58, deux cent quatre-vingt-sept mille dollars (\$287,000.00); année fiscale 1958-59, deux cent quatre-vingt-dix-sept mille dollars (\$297,000.00); année fiscale 1959-60, trois cent sept mille dollars (\$307,000.00); année fiscale 1960-61, trois cent dix-sept mille dollars (\$317,000.00); année fiscale 1961-62, trois cent vingt-sept mille dollars (\$327,000.00).

"549. The taxes which shall be paid by The E. B. Eddy Company, with respect to its plants and its industrial properties in the city of Hull shall be the taxes hereinafter determined, for a period of five years: fiscal year 1957-58, two hundred eighty-seven thousand dollars (\$287,000.00); fiscal year 1958-59, two hundred ninety-seven thousand dollars (\$297,000.00); fiscal year 1959-60, three hundred seven thousand dollars (\$307,000.00); fiscal year 1960-61, three hundred seventeen thousand dollars (\$317,000.00); fiscal year 1961-62, three hundred twenty-seven thousand dollars (\$327,000.00).

Taxes
payable
by The
E. B.
Eddy
Company.

Idem.

Ladite somme comprend les taxes générales et spéciales, ainsi que les taxes d'entretien, taxes d'affaires et taxes d'eau, mais ne comprend pas les taxes d'améliorations locales auxquelles la compagnie pourra être assujettie au même titre que les particuliers, suivant les dispositions de l'article 147 de la loi 56 Victoria, chapitre 52."

The said tax shall include both general and special taxes, as well as upkeep taxes, business taxes and water rates, but shall not include taxes for local improvements to which the company may be subject just as may individuals, in accordance with the provisions of section 147 of the act 56 Victoria, chapter 52."

Idem.

Idem.

20. La compagnie E. B. Eddy devra payer à La commission des écoles catholiques de Hull, pendant une période de cinq (5) années, à compter du premier mai 1957, les montants de taxes scolaires ci-après:

20. The E. B. Eddy Company shall pay to The Catholic school commission of Hull, for a period of five (5) years, from the first of May, 1957, the amounts of school taxes hereinafter determined:

Idem.

Pour l'année fiscale 1957-58	\$163,350.00	For the fiscal year 1957-58	\$163,350.00
Pour l'année fiscale 1958-59	169,200.00	For the fiscal year 1958-59	169,200.00
Pour l'année fiscale 1959-60	175,050.00	For the fiscal year 1959-60	175,050.00
Pour l'année fiscale 1960-61	180,900.00	For the fiscal year 1960-61	180,900.00
Pour l'année fiscale 1961-62	186,750.00	For the fiscal year 1961-62	186,750.00

Propriétés affectées. Cesdites taxes scolaires seront pour toutes les propriétés immobilières possédées et détenues par ladite compagnie dans les limites de la cité de Hull servant à ses fins industrielles.

The said school taxes shall be for all the properties owned by the said company, for its industrial purposes within the limits of the city of Hull. **Property affected.**

Entrée en vigueur. **21.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

21. This act shall come into force on the day of its sanction. **Coming into force.**